

Le film a aussi le mérite de poser de nombreuses questions, au plus haut niveau. Comment réunir ces politiques, ces scientifiques, ces intellectuels et le mouvement social, la jeunesse qui s'agite dans les rues ? Dans quelles perspectives, au-delà de la dénonciation ? Si Jack Ralite ou Jean-Pierre Dubois ouvrent des perspectives aux luttes, d'autres semblent les dissoudre dans l'éther. Du moins, ces pensées, certes toutes critiques, poussent le spectateur à s'interroger sur le sens de ce qu'il vit.

On peut regretter l'absence de parole donnée à la jeunesse et aux femmes. Si le monde de la pensée est encore très majoritairement masculin et plutôt âgé, il existe en France des femmes politiques ou de brillants jeunes chercheurs... et chercheuses : la place des jeunes et des femmes n'est pas seulement dans la rue. Ces réserves faites, le film mérite absolument d'être vu et diffusé pour l'importance des débats qu'il ouvre.

Nicole Savy

Unrepentant, Kevin Annett and Canada's Genocide

Réalisation : Louie Lawless

Documentaire, 2006

Version originale anglaise sous-titrée. Durée : 75'

Diffusion : delaplumealecran@yahoo.com

On sait que la conquête du Mexique et de l'Amérique du Sud par les Espagnols, ou celle des grands espaces de l'ouest des États-Unis d'Amérique se sont, du XVII^e à la fin du XIX^e siècle, accompagnées de massacres et d'expropriations de populations amérindiennes, qui ont pris le caractère d'un véritable génocide. En revanche, on ignore que dans l'ouest du Canada, des institutions mises en place par les Églises chrétiennes avec la complicité des lois et des autorités fédérales ont abouti aux mêmes résultats. Elles ont continué à sévir au XX^e siècle, certains aspects de leur



politique persistant aujourd'hui. En Colombie britannique, en particulier sur l'île de Vancouver, dans les années 1960 et 1970, des enfants amérindiens ont été kidnappés dans leurs villages. Les parents devaient signer des papiers transformant en tuteurs légaux des enfants les responsables d'écoles spéciales pour indigènes, dites « écoles résidentielles », dépendant des Églises chrétiennes. Ces enfants, âgés parfois de 5 ou 6 ans, ont été enfermés dans ces écoles, dotés de numéros, d'uniformes, privés du droit de lire et de parler leur langue, de dessiner ou de sculpter comme ils avaient vu le faire dans leur village. Tous étaient battus, mal nourris, et la mortalité était de l'ordre de 50 %, du fait de leur exposition à la variole et à la tuberculose. Certains ont été violés, voire assassinés, dans un univers clos et sinistre sur lequel toutes les institutions gardaient le silence. Au début des années 1990, Kevin Annett, un pasteur de l'Église presbytérienne nommé à Port Alberni, en Colombie britannique, a ressenti la coupure profonde entre la population d'origine européenne majoritaire et les descendants d'autochtones, et il a eu le sentiment qu'un lourd silence dissimulait des secrets. Nouant des contacts avec les Indiens qui étaient passés par ces écoles, il a recueilli de nombreux récits de maltraitance, dont plusieurs témoignages sur le meurtre, en 1966, d'une petite fille par le principal d'une école. Son Église lui a d'abord conseillé de se taire. En 1995, après trois années de ministère, il a été licencié de son poste de pasteur, puis, deux ans plus tard, chassé de l'Église après

un procès fabriqué de toutes pièces par les autorités religieuses. Il a continué à se battre, avec le soutien de la section de Vancouver d'Amnesty International, notamment en aidant les victimes à intenter des actions en justice. En 1998, une grande réunion de groupes autochtones à Vancouver a permis de rassembler des témoignages, y compris sur des expérimentations médicales pratiquées alors sur des enfants, et sur des stérilisations forcées de jeunes femmes indigènes. En même temps, ses recherches dans les archives ont permis à Kevin Annett de comprendre que ces pratiques récentes étaient la suite d'une longue histoire. Une loi canadienne de 1876, l'*Indian Act* (loi indienne), faisait des autochtones des mineurs dépourvus de droits et soumis aux autorités du ministère des Affaires indiennes. Sous l'égide de la commission Bagot, créée par le Vatican, en lien avec les autres Églises chrétiennes, cette législation a conduit les Amérindiens à abandonner leur identité et leurs terres qui sont devenues propriété de la Couronne.

Ce film montre les efforts déployés pour rompre le silence. Pour Kevin Annett, « aucune compensation financière ou autre n'est de nature à réparer. La seule chose qu'il faut, c'est que ceux qui ont été responsables de cela le reconnaissent ». Il ne s'agit pas, selon lui, qu'ils demandent pardon : « Les excuses me rendent encore plus en colère. » Le film se termine sur une phrase de Voltaire : « On doit le respect aux vivants. Aux morts, on ne doit que la vérité. »

Gilles Manceron